

"SILENCER" LE PEUPLE AFRICAIN Le Mozambique confirme la règle

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence « Afrology »
8 septembre 2010

L'augmentation du prix de nombreux produits et services au cours du mois d'août 2010, celui du pain en particulier, a fait exploser la patience des Mozambicains. Maputo a connu des émeutes de la faim, ou plus exactement du pouvoir d'achat. Comme réponses, ce furent des gaz lacrymogènes, des tirs à balles réelles, des blessés et des morts. Lorsque Armando Guebuza, le Président du pays, sort de son mutisme et après avoir procédé à l'augmentation de la plupart des services et denrées de première nécessité, il rappelle *"très sereinement"* que rien ne changera dans sa politique. La hausse des prix est maintenue, même si mort d'hommes s'en suit.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets que ce soit au Mozambique, au Cameroun, au Togo ou dans plusieurs autres pays africains ; les crises liées à l'absence de pouvoir d'achat se terminent presque exclusivement dans la violence¹. Les manifestations sont interdites, offrant le prétexte à l'Etat d'abuser des droits humains et tirer sur la population, ceci en toute légalité et impunité.

1. Mozambique : une longue gouvernance fondée sur le déficit

L'actualité tend à faire croire que c'est uniquement l'augmentation de 30 % du prix du pain qui explique les violences au Mozambique. Mais c'est faire une erreur de parallaxe économique. Face aux réactions en cascades des précédentes augmentations variant entre 8 % et 30 % sur les produits de première nécessité et les hausses imprévues sans rapport avec le pouvoir d'achat local de l'eau, de l'électricité, du carburant, des taxis faisant office de transport groupé et bien sûr des céréales de bases, personne ne peut s'étonner de ce qui s'est passé au Mozambique. L'émeute du pouvoir d'achat a été réprimée en son temps dans plusieurs pays africains, paradoxalement souvent de la même manière, sans aucune négociation, diplomatie et considération de l'humain.

La réaction est classique chez de nombreux dirigeants africains qui ne connaissent que la répression par l'interdiction des manifestations, l'intimidation des représentants du peuple ou des responsables syndicaux ou politiques, ou alors la confrontation directe avec des balles réelles, des emprisonnements pour mieux *"silencer la population"*. Mettre au silence, c'est taire les conséquences de l'amateurisme des dirigeants africains en termes de stratégie de création de la richesse partagée et l'incompétence en économie de proximité².

La guerre civile de 1976 à 1992 ne peut expliquer la violence du pouvoir central contre les populations. Au contraire, cela aurait dû adoucir les mœurs. A croire que le principe démocratique avec les dirigeants africains d'aujourd'hui consiste à mettre des principes dictatoriaux une fois des élections effectuées, parfois en jouant de la fraude. Pourtant, les Mozambicains n'ont fait que rappeler par l'expression de leur mécontentement dans la rue qu'il y

a maldonne dans la distribution des fruits de la croissance au Mozambique. Avec une moyenne de 7,6 % de croissance économique du Produit intérieur brut (PIB)³ avant la crise financière de 2008, ce pays a été particulièrement résilient avec 6,3 % en 2009. Avec une crise financière qui ne semble pas avoir eu des conséquences désastreuses comme ailleurs, ce pays aurait été en principe et d'après la croissance économique mieux armé pour soutenir le pouvoir d'achat de ses citoyens. C'est oublier que le critère du PIB en économie n'est qu'un aperçu pâle et souvent contraire de la réalité sur le terrain, notamment les aspects liés à la répartition et à l'égalité entre les citoyens pour ce qui est des fruits de la croissance. Avec 6,5 % en 2010, la croissance économique est supérieure à la moyenne de la Communauté économique l'Afrique Australe (SADC) qui a chuté jusqu'à atteindre -0,6 % en 2009 et devrait remonter à 3,8 % en 2010⁴. Le PIB par habitant du Mozambique a été estimé à 4,4 % en 2010, largement au dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne pour la même année, plafonnant à 2,6 %.

Le problème des crises dites surprises en Afrique provient en fait d'une conjonction d'erreurs stratégiques consistant à n'écouter que les injonctions des institutions multilatérales de développement qui conseillent des politiques économiques faisant abstraction de l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens, non sans protéger les intérêts des principaux membres du conseil d'administration de ces institutions. C'est comme si le Mozambique ne s'organisait que pour rembourser sa dette extérieure qui d'ailleurs est passée de 88,1 % en 2003 à 26,8 % du PIB en 2008, avant de repartir à la hausse en 2009 avec 32,1 %⁵ du PIB. Une grande partie de cette dette disparue ne représente qu'un effacement des intérêts des emprunts qui n'ont eu aucune contrepartie en termes de création de richesses et d'emplois au plan local. Face à une stratégie qui ne crée pas de richesses pour l'ensemble de la population, les élites de ce pays répondent par une forme de dualisme ségrégationniste entre les "*ayants-droits*" et les autres. Cette forme de clientélisme n'est pas propice à la construction d'une société de confiance.

Avec une inflation de nouveau en hausse, ce que reflètent les prix à la consommation qui sont tombés de 13,5 % en 2003 à 3,3 % du PIB en 2008, pour repartir à 8,4 % du PIB en 2010⁶, les fourches caudines du Fond monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale ne résistent pas dans la durée. La gouvernance économique choisie par les dirigeants repose sur un déficit quasi-permanent des comptes publics, c'est ainsi que le solde budgétaire global hors dons a chuté de -12,9 % en 2003 à -15,2 % en 2009 et -13,5 % en 2010. Le silence du FMI alors que le pays s'enfonçait dans le déficit ne peut qu'être relevé. A qui cela profite ?

Il est déjà prévu que ce solde va s'aggraver et devrait se situer autour de -16,7 % en 2011. Il est difficile de croire que des efforts sérieux sont faits pour contenir un tel déficit de plus en plus récurrent et permanent avec les conséquences que l'on sait sur les populations. Même avec l'apport des dons, ce déficit a été estimé à -4,7 % pour 2010 et à -7,3 % du PIB en 2011⁷. Cela signifie non seulement que le pays est particulièrement dépendant des bailleurs de fonds, mais que ces derniers commencent à faire état d'une certaine "*fatigue*" à soutenir une économie qui ne repose pas sur la création de richesses à partir du développement des capacités productives. De là à mettre la direction du pays sous pression pour obtenir des concessions économiques en se cachant derrière les droits humains, il y a un pas qu'il faut franchir.

Même la balance commerciale est aussi structurellement déficitaire avec -12,8 % du PIB en 2003 et -14,7 % du PIB en 2010. Il ne faut donc pas s'étonner que le solde extérieur courant hors dons soit passé de -22,2 % du PIB en 2003 à -20,5 % du PIB en 2010⁸. Cette conception de

l'économie qui repose sur l'excès des dépenses sur les recettes avec un système de dépendance envers les pays donateurs n'est que le reflet, outre la corruption galopante dans le pays, d'une incompétence stratégique dans les termes mêmes de la création de richesse et ne parlons pas de sa redistribution. La dépendance créée est palpable avec les dons officiels reçus qui sont en croissance, passant de 4,9 % en 2003 à 6,9 % du PIB en 2010 avec des prévisions autour de 7,7 % du PIB. Le Mozambique, sous des apparences de bonne gouvernance, s'enfoncé dans une politique de la mendicité économique. La moyenne des dons officiels de la communauté économique de l'Afrique australe (SADC) en 2010 ne dépasse pas 0,3 % du PIB et 0,7 % du PIB pour l'Afrique subsaharienne.

En prenant comme critère les 2 \$ US par jour retenus dans les objectifs du Millénaire pour le Développement pour déterminer la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, il faut constater que plus de 90 % de la population mozambicaine estimée à 22 millions d'habitants en 2008 doivent être considérés comme pauvres⁹. Ce qui selon l'indice du développement humain élaboré par le Programme des Nations Unies pour le Développement conduit à classer ce pays parmi les derniers de la liste (175e sur 179 pays). C'est donc cette longue et régulière gouvernance déficitaire que les statistiques officielles sanctionnent, ce qui ne fait "*ni chaud, ni froid aux dirigeants*", tant qu'eux, ils mangent. Au mieux, ils pourront élargir le cercle autour des amis et parents, alors c'est le "*nous mangeons*" qui primera, y compris de manière illégale. Le "nous" étant exclusif des 90 % de pauvres de ce pays, on peut se demander s'il ne s'agit pas alors d'une démocratie de l'appropriation par une minorité au pouvoir. Encore faut-il que cette minorité ait les compétences requises en stratégie économique pour réussir à offrir un pouvoir d'achat décent à sa population.

2. Incompétence économique des gouvernants et impunité

C'est dans ce contexte que les arbitrages économiques des gouvernants sont intervenus. Après des années de gestion déficitaire du pays appuyée indirectement par les bailleurs de fonds qui "*soutenaient*" à bras le corps ce pays par de l'assistance publique et de nombreux prêts concessionnels garantis par l'Etat, personne n'a véritablement sonné l'alarme alors que les fondamentaux économiques ne faisaient que se dégrader.

Les stratégies choisies étaient mauvaises tant pour le maintien du pouvoir d'achat de la population que pour la création d'emplois décents. Les politiques économiques poursuivies n'ont fait que contribuer à ramener le pays vers une forte dépendance économique vis-à-vis de l'Occident qui l'a régulièrement conseillé. Si aujourd'hui, la plupart de ces pays se tournent vers les pays émergents et notamment la Chine, il faut trouver une partie de l'explication dans les mauvais conseils prodigués par les institutions internationales incapables et feignant d'anticiper les conséquences fâcheuses sur les populations. Il semble que les bailleurs de fonds ont décidé brusquement de ne plus accorder de crédit pour soutenir cette forme de gouvernance au dessus des moyens soutenables du pays. Le Gouvernement mozambicain a été rappelé à la discipline économique et est revenu à la réalité.

Au lieu d'expliquer, l'Etat central décide unilatéralement d'augmenter tous les prix sans prendre en compte les réactions sur la réalité des populations et la part importante de sa

responsabilité d'une telle situation, qui n'a rien de surprenant. Il n'est d'ailleurs possible d'incriminer uniquement les institutions internationales alors qu'il y a des erreurs grossières de compréhension de l'économie et de stratégie. Entretemps, les populations ont appris à compter sur elles-mêmes pour faire transmettre leurs doléances au Gouvernement en manifestant dans la rue. Là encore, on peut se demander pourquoi aucun cadre institutionnel de concertation n'est mis en place pour discuter. Cette science infuse du gouvernement relève des formes modernes de l'autoritarisme obscur et inefficace. Le quiproquo entre les dirigeants et les populations devient palpable. Les gouvernants et toute la clientèle qui les entoure ont l'impression que la plupart des avantages, faux droits et privilèges acquis pourraient disparaître. Alors on met en œuvre la force en la justifiant avec l'interdiction de manifester, les troubles à l'ordre public, le maintien de l'ordre au point de tuer plusieurs dizaines de Mozambicains en moins de deux jours, sans compter les blessés. Quelle honte pour l'Afrique des dirigeants autocrates !

Quel déshonneur pour ceux qui ont conseillé ce pays vers l'impasse, comme au demeurant ce qui se fait ailleurs sur le continent. Mais, on ne peut blâmer uniquement le mauvais conseil exogène. La corruption, le refus de laisser les contre-pouvoirs s'exprimer librement et de proposer d'autres alternatives de création de la richesse et de distribution des fruits de la croissance ne sont pas étrangers à la situation. Face à des dirigeants qui n'ont vraisemblablement jamais jeté un coup d'œil sur le tableau de bord économique du Mozambique que n'importe quel expert indépendant peut leur fournir avec toute la pertinence et neutralité qui se doit, nombreux sont-ils, ces dirigeants mozambicains, mais aussi africains à préférer l'autocongratulation sous le couvert d'ingérence dans les affaires intérieures. Beaucoup se sont fait "*blouser*" par des experts venus d'ailleurs financés par ceux-là mêmes qui les conseillent mal. Que certains dirigeants soient si naïfs au point de ruiner les fondements de la richesse d'un pays, à savoir le capital humain que constituent sa population et sa Diaspora, c'est qu'ils répondent en tous points à la définition nouvelle du dirigeant africain malléable formaté pour n'être qu'un instrument de la postcolonie. L'essentiel est de rester au pouvoir... les autres n'ont qu'à attendre et donc subir... Il ne faut ainsi pas s'étonner si la mort de quelques mozambicains n'est considérée que comme quelques éléments d'un troupeau de gnous qui sont sacrifiés lors de la traversée d'un fleuve en furie, juste pour que les choses continuent comme avant. Parler d'ailleurs de changement et d'alternatives dans ces conditions relève de la gageure.

Rendre des comptes, que recouvre la notion d'"*accountability*" qui comprend aussi le volet transparence, ne peut fonctionner que si l'impunité est totalement neutralisée. Pour s'assurer que ces valeurs éthiques ne pourront jamais les atteindre, il fallait créer et faire accepter par l'Union africaine et par les organisations sous-régionales, le principe du "SILENCER"... Ces organisations africaines, continentales et régionales ne sont pas l'émanation des peuples mais bien de ces dirigeants, et ne peuvent donc que satisfaire ces derniers. Aussi, la transformation du mot silence en un verbe d'action, mot qui n'existe pas en français, permet de mieux percevoir le sens dynamique du processus de neutralisation du débat en Afrique. Le silence prend toute sa dimension quand il s'agit d'ailleurs du silence des cimetières.

La question qui demeure est que la faim tarade les estomacs et que malgré ces abus contre les populations civiles pacifiques, le problème rejaillira tôt ou tard, et peut-être sous des formes bien plus violentes. En effet, cette population africaine ne peut indéfiniment, sous le regard crédule et souvent méprisant de la communauté internationale, se laisser museler alors que ce sont les richesses du pays qui font l'objet de mal-gouvernance et de gestion patrimoniale. Il ne

s'agit là que des conséquences prévisibles de l'amateurisme institutionnalisé en économie, une absence totale d'anticipation d'un point de vue afrocentrique et un mépris des populations africaines. A croire que tuer sa propre population dans l'impunité est moins important que de rembourser les institutions de Bretton Woods ou de garder l'ex-Président Hissène Habré sans jugement depuis plus de 20 ans. Quand l'Afrique des dirigeants en profite pour ne pas respecter sa propre signature au plan des engagements internationaux avec les tribunaux internationaux tout en oubliant de créer des tribunaux africains pour éviter que l'impunité ne devienne le droit commun, alors l'Afrique est en train de se déliter.

Comment l'Afrique peut-elle être crédible quand l'Union africaine parle au nom de ces dirigeants tortionnaires qui tirent sur leur population et sont assurés de ne passer devant aucun tribunal ? Comment donner des leçons à Madagascar quand les dirigeants de la Communauté économique de l'Afrique australe (SADC) ont parmi leurs membres de tels dirigeants ? Comment le peuple africain peut-il encore croire que certains dirigeants se battent pour eux alors que dès arrivés au pouvoir, certains dirigeants africains se comportent en homme-lige ou femme-lige, une sorte de préfet de la postcolonie. Certains iront jusqu'à exporter cela dans les organisations internationales, avec succès pendant un temps court, puis les règles des droits humains reprennent heureusement le dessus.

Pourquoi plus d'efforts ne vont-ils pas vers le développement d'infrastructures telles que l'énergie, l'eau et les transports, ce qui aurait permis pourtant de développer une agriculture de base au Mozambique au lieu de voir ce pays servir de terrain d'exportation privilégié des excédents sud-africains. D'ailleurs, les autorités d'Afrique du sud, faisant face à des grèves similaires de revalorisation du pouvoir d'achat, restent bien silencieuses sur le dossier mozambicain. A croire que le silence résout les problèmes. A croire que le syndicat des chefs d'Etat fonctionne totalement sur la base de l'autarcie, l'amnésie, le repli sur soi, le refus de la vérité des comptes publics. Car si des mécanismes, qui ne peuvent être celui du NEPAD à savoir l'évaluation par les pairs, avaient été mis en place et institutionnalisés pour que les contre-pouvoirs (syndicats, associations, secteur privé, etc.) puissent se parler sans hypocrisie et échanger avec le Gouvernement sans interférence non sollicitée de l'extérieur, le Mozambique aurait sauvé les populations qui viennent de perdre leur vie pour une faute de gestion des gouvernants de ce pays.

3. L'Afrique offre le passeport diplomatique de l'impunité économique

Dans certains pays, un sinistre incident de crise comme les morts suite à une manifestation pour la revalorisation du pouvoir d'achat des populations aurait immédiatement été suivi de la démission du ministre de l'intérieur et peut-être même du Gouvernement avec soit un remaniement, soit même de nouvelles élections, si possible non falsifiées. Mais, on est en Afrique. Les règles de la démocratie palliative, soutenues en sourdine par la communauté internationale, font des émules en démocratie économique. Le Mozambique vient nous rappeler que l'Afrique est rentrée dans un cercle vicieux de recul de la démocratie et du respect des droits humains doublé du mépris des populations qui défendent leur droit face à des dirigeants qui sont

en déphasage avec les populations à force de régler leur communion avec les maîtres de la postcolonie.

Il n'a jamais été question de soulever le problème de l'incompétence des équipes dirigeantes du Mozambique, ni des erreurs stratégiques en économie, voire de l'incapacité de créer des richesses et en assurer un partage plus ou moins équitable dans ce pays. Les Présidents africains n'ont jamais tort, et à ce titre, détiennent un passeport diplomatique faisant du territoire africain, l'espace diplomatique de l'impunité en économie. Sauf que la nécessité de sanctionner ces crimes économiques et de stratégiques par des élections démocratiques sont difficiles à envisager compte tenu de la mise à l'écart du principal parti de l'opposition de la RENAMO (Resistência nacional de Moçambique (Résistance nationale de Mozambique)) lequel rappelle par la voix de son porte-parole, Fernando Mazanga, que les réponses du gouvernement à la revalorisation du pouvoir d'achat des Mozambicains se résument à la violence.

Le marché a déjà sanctionné les choix économiques du FRELIMO (Frente de libertação de Moçambique (Front de libération du Mozambique)) qui règne sans partage sur les richesses de ce pays. La dévaluation de fait de la monnaie locale, le Metic (MT) passant entre juin et août 2010 de 40 à 50 MT pour 1 Euro, montre l'ampleur des conséquences d'une gestion par des apprentis sorciers de l'économie en Afrique. La panique liée à l'incompétence stratégique, elle-même associée à l'instinct de survie au pouvoir, occasionne des morts et des blessés inutiles en Afrique. Au demeurant, cela n'a pas amélioré le pouvoir d'achat des Mozambicains.

Un pays comme le Togo devrait éviter de s'inspirer du modèle mozambicain en arrêtant de faire du rodéo et en lançant des bombes lacrymogènes en pleine ville contre les représentants du peuple, des parlementaires, les responsables des partis d'opposition et en définitive contre la population. Après tout, les partis d'opposition n'aspirent eux aussi qu'à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, face à ceux du pouvoir qui ont retiré du dictionnaire les mots création de richesse partagée et les ont remplacés par appropriation unilatérale du patrimoine en instituant la subordination par la violence. YEA.

© www.afrology.com et www.amaizo.info

-
- ¹ Maxime Serignac, "Mozambique : la faim et la colère, in Afrik.com, 2 septembre 2010, in *Afrik.com*, <<http://www.afrik.com/article20696.html>>, accédé le 3 septembre 2010.
 - ² Yves Ekoué Amaïzo, Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique, collection "interdépendance africaine", éditions Menaibuc, Paris, 2010.
 - ³ Entre 2004 et 2008.
 - ⁴ IMF, *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa April 2010*, IMF, Washington D. C. 2010, p. 66 et 68.
 - ⁵ IMF, op. cit, p. 91.
 - ⁶ Ibid, p. 70.
 - ⁷ Ibid, p. 74.
 - ⁸ Ibid, p. 84.
 - ⁹ World Bank, *World Development Indicators 2010*, pp. 34 et 90.